

Une nouvelle permanence juridique à Wimereux et Wimille

Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de Boulogne-sur-Mer ouvre de nouvelles permanences à Wimereux-Wimille et au Nautilus à Boulogne-sur-Mer. L'objectif est d'être au plus près des victimes, et de sensibiliser les plus jeunes.

LE CIDFF EN CHIFFRES

- Depuis 50 ans existent les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). Celui de Boulogne-sur-Mer a fêté ses 40 ans l'année dernière.
- Les trois antennes historiques dans le Pas-de-Calais (Arras, Béthune et Boulogne-sur-Mer) ont fusionné au 1er janvier 2022 après que le gouvernement a décidé de ne conserver qu'un CIDFF par département.
- Le pôle de Boulogne emploie deux juristes et une psychologue.

MARION SILLION

Au CIDFF, chacun est le bienvenu. Il existe 15 permanences sur le secteur de Boulogne, de Marck-en-Calais à Berck. « L'objectif est d'aller plus sur l'intérieur des terres, précise Marie-José Rousseau, la présidente départementale. Les femmes victimes de violences intrafamiliales ne peuvent souvent pas se déplacer trop loin de chez elles, nous voulons être au plus près des gens. »

Le CIDFF reçoit les femmes (et les hommes) pour les informer sur leurs droits, les écouter et les accompagner vers l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle. Il est reconnu d'intérêt général et son action s'articule autour de trois missions : favoriser l'accès au droit, lutter contre toutes les formes de violences (pas seulement conjugales mais aussi intrafamiliales ou au travail) et promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

ANONYMAT ET GRATUITÉ

Concrètement, des juristes sont là pour répondre aux questions de droit de la famille (séparation, mise sous tutelle...), droit pénal, droit du travail ou relatif au logement. Un accompagnement psychologique individuel ou collectif est également proposé (il existe trois groupes de parole autour des violences conjugales). Enfin, le CIDFF participe au dispositif de plainte « hors les murs », c'est-à-dire que les victimes peuvent venir déposer plainte sans se rendre au commissariat.



Océane Gongora (à gauche) et Marie-José Rousseau (au centre) sont venues présenter leurs actions aux élus.

2 898

Nombre d'entretiens (juridiques et psychologiques) réalisés dans le Boulonnais en 2021. 52 % concernaient des violences conjugales.

S'ADRESSER À TOUS

En plus des outils répandus comme le *violentomètre*, les juristes et psychologues du CIDFF ont développé une « boîte à jeux » à destination de tous les publics. « On veut intervenir vraiment dès le plus jeune âge, explique Océane Gongora, juriste. Déjà en sixième les collégiens parlent de nudes, de divulguer des images pornographiques. Il faudrait intervenir encore plus tôt, dès le CM2. » Les outils ludiques développés couvrent beaucoup de thématiques en s'ap-

puyant sur des supports divers : jeux de plateau, *escape game*... Mais la pédagogie ne s'adresse pas qu'aux enfants : le CIDFF a récemment obtenu la certification d'organisme de formation Qualiopi et a organisé une formation pour les gendarmes du Montreuillois. L'association est financée à hauteur de 80 % par des subventions (État, Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, Région, Département, communes etc.) et 20 % par des prestations de services (interventions dans des écoles...).

UN REEL BESOIN

Le CIDFF de Boulogne a mené 67 opérations collectives de sensibilisation qui ont touché plus de 1700 personnes en 2022. « La première chose que je fais quand je reçois quelqu'un c'est décrire les 8 types de violences. Certaines sont banalisées,

ou considérées comme « normales » pour certaines personnes. Mais ça ne l'est pas », appuie la juriste en rappelant que la victime peut se présenter à son rendez-vous accompagnée d'une personne de confiance.

Le maire de Wimereux, Jean-Luc Dubaële, regrette que ces « violences invisibles » soient aussi répandues : « Je suis frappé de voir qu'il y a autant de personnes impactées, mais ravi de la présence du CIDFF sur la commune. » Il est rejoint sur ce point par Hélène Tiertant, adjointe au logement et vice-présidente de la CCAS de Wimille : « L'anonymat est une très bonne chose. Maintenant il va falloir accélérer l'implantation dans les écoles et collèges. »

Prise de rendez-vous au 03 21 30 45 41
Wimereux-Wimille : 3e mercredi matin du mois, un mois dans chaque commune.

« L'ÉCOUTE, C'EST UNE AIDE EXCEPTIONNELLE »

Océane Gongora a 25 ans et est juriste au CIDFF de Boulogne. « Après une licence et un master de droit privé général et de droit privé des familles à Bordeaux, je m'orientais vers la protection de l'enfance, explique-t-elle. J'ai fait un stage et finalement ça m'a pas plus, puis j'ai découvert l'existence des CIDFF et je suis arrivée dans le Pas de Calais. Je suis maintenant juriste et chargée de développement du pôle de Boulogne. Une journée complète d'entretiens peut aller jusqu'à huit rendez-vous par jour. Heureusement on s'appuie beaucoup sur nos collègues et on a une supervision une fois par mois, pour échanger sur les situations difficiles. »